

Ce n'est pas le nationalisme qui menace de faire éclater l'UE...

THE WALL STREET JOURNAL.

La montée du nationalisme effraie l'Europe. La véritable force derrière ce bouleversement politique est, en réalité, beaucoup plus «locale». Au départ, en effet, la plupart de ces mouvements n'ont rien de «nationaux». En France, le parti de Marine Le Pen, le Rassemblement national (RN) devrait plus correctement être étiqueté RN du Nord-Est et le RN du Sud, à en juger par la répartition des votes à la présidentielle de 2017. En Allemagne, l' AfD n'est l'alternative que pour une partie de l'ancienne Allemagne de l'Est. Quant au vote pour le Brexit de 2016, il n'était pas «britannique», mais anglais et gallois, l'Écosse et l'Irlande du Nord préférant de loin que le Royaume-Uni reste membre de l'UE. En Italie, le parti de droite de Matteo Salvini était autrefois un mouvement résolument nationaliste concentré dans le nord prospère. Tout cela montre à quel point le danger pour l'UE n'est pas que les électeurs allemands veuillent être plus Allemands

qu'Européens, ou que les Français veuillent être davantage Français. Les fissures sont à l'intérieur de chaque État membre.

Un nouveau rapport, publié cette semaine, par le «Centre for European Reform», basé à Londres, relève ainsi que les États membres de l'UE les plus performants, comme la Grande-Bretagne, comptent aussi des régions dont la productivité est comparable à celle de la Grèce. L'image générale de l'UE est celle d'une économie entrecoupée de lignes de démarcation entre l'ouest et l'est, entre zones rurales, suburbaines et urbaines, entre la capitale et les villes secondaires. Quelle est la place d'une frontière nationale dans ce tableau? En fait, les nations – et le nationalisme – sont de moins en moins utiles pour comprendre les graves divisions économiques et sociales. Et le nationalisme tel qu'il est traditionnellement compris ne fera pas éclater l'Union comme le craint Bruxelles. Depuis des années, l'UE s'efforce d'acheter les régions en crise avec une aide financière à des projets de travaux publics. Mais ce n'est pas ce dont ces régions ont vraiment besoin pour raviver leur fortune. Problème: personne ne sait avec certitude de quoi elles ont besoin.